

# POUR LES DROITS DES FEMMES : COMBATTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

**QUELS QUE SOIENT LES PARTIS D'EXTRÊME DROITE, TOUS ENTENDENT DÉCIDER À LA PLACE DES FEMMES DE CE QUI SERAIT BON POUR ELLES - ET SURTOUT, DE CE QU'IL CONVIENDRAIT QU'ELLES SOIENT POUR LES HOMMES. LEURS REVENDICATIONS ENTÉRINENT L'ORDRE PATRIARCAL, VOIRE LE RADICALISENT.**

Le discours idéologique des extrêmes droites repose sur des procédés rhétoriques identifiables qui, une fois déconstruits, révèlent la valeur essentielle sur laquelle ils se fondent : la domination de quelques-uns sur les autres. Les affirmations péremptoires, les raccourcis, les amalgames se substituent à une pensée complexe qui prend en compte la diversité et la nécessité de justice sociale. Par cette simplicité apparente, ce faux « bon sens », ils risquent de séduire. Il appartient aux militantes et militants de la CGT de s'outiller pour les combattre.

## **Contrôle du corps et de la vie des femmes**

L'extrême droite valorise la figure de la femme comme « pilier de la famille fantasmée », en lieu et place des femmes et des familles réelles. Elle défend de longue date la « préférence nationale » et la « préférence familiale ». Dans ce cadre, les femmes françaises sont assignées à la fonction de reproduction « pour la nation », dans le but d'accroître la natalité. La « famille française » - le couple hétérosexuel, marié, avec des enfants - est considérée comme la cellule de base de l'ordre social, moral, et national. Cette vision conduit à une répartition des fonctions qui cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer.

Référence majeure de l'extrême droite catholique, la Vierge Marie représente l'image d'une femme qui se dévoue, se sacrifie, et qui n'existerait qu'à travers l'homme « qu'elle met au monde ». Marie est souvent associée à Jeanne d'Arc, ou à d'autres figures historiques, comme des reines (Blanche de Castille par exemple). Elle construit l'image d'un « idéal féminin » fondé sur la pureté, le dévouement, soit par la virginité, soit par la maternité, au détriment de toute autonomie personnelle. De plus, la figure de Marie est instrumentalisée afin d'exalter une civilisation occidentale et chrétienne tandis que celle de Jeanne d'Arc est mobilisée régulièrement pour dénoncer « l'invasion étrangère », et stigmatiser les immigré-es.

Les communications de l'extrême droite sont sans équivoque, elles prétendent que « La natalité française s'effondre... alors que l'immigration augmente encore [...] Cette évolution est particulièrement inquiétante... Elle est la conséquence directe des attaques en règle contre la politique familiale menées par les gouvernements de François Hollande et poursuivies par celui d'Emmanuel Macron » accusés de préférer « subir une immigration de masse plutôt que de promouvoir une véritable politique familiale et nataliste ». Non ! Les femmes ne sont et ne seront pas les « ventres » de la société.

## **Maternité et travail domestique : des stratégies coercitives sous l'apparence de nouveaux droits**

Certain-es ont pu être séduit-es par les propositions de « revenu pour les mères au foyer » (2012), de « droit des femmes à rester chez elles » (2016), puis de « libre répartition du congé parental » (2017). Dans tous ces cas, il s'agit uniquement d'entériner le cantonnement des femmes à la sphère familiale et au travail domestique. Les arguments avancés pour soutenir ces propositions sont explicites : en mars 2016, l'eurodéputé Front national (FN), Dominique Martin, affirmait que cela « aurait l'avantage de libérer des emplois », de « donner une meilleure éducation à nos enfants », et de « sécuriser nos rues parce qu'ils n'y traîneraient pas et ne seraient pas soumis à la drogue ». Plus récemment, en septembre 2023, Jocelyn Dessigny, député RN, déjà sanctionnée pour propos sexistes, déclarait : « Nous partons du principe qu'une mère au foyer est peut-être mieux à la maison à s'occuper des enfants... Je suis choquée par vos idées liberticides selon lesquelles les femmes n'auraient pas le droit de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants et devraient les confier à d'autres ».

Ces discours simplistes reflètent la logique des idéologies d'extrême droite : à des problèmes complexes d'éducation, de santé publique et de société, elles répondent par l'assignation des femmes à la vie domestique. Insidieusement ces idéologies font peser sur les femmes la responsabilité des dysfonctionnements de la société.

Le revenu pour « travail domestique » assigne les femmes à celui-ci tandis que la prétendue « libre » répartition du congé parental n'est en aucun cas « libre ». Dans une société sexiste, marquée par les inégalités salariales, ce sont les femmes qui renoncent à leur carrière pour répondre aux nécessités domestiques. Pour la CGT, le droit au travail des femmes est fondamental, car il garantit leur reconnaissance sociale et leur indépendance économique, conditions essentielles de l'autonomie et du libre choix.



# Droits des femmes : Campagne contre l'extrême droite

## Des idéologies opposées au droit à l'avortement

Historiquement, l'extrême droite s'est toujours opposée au droit à l'avortement. Les eurodéputé-es de ce groupe ont voté contre le « paragraphe 45 » qui stipule que les femmes doivent avoir le contrôle de leur corps et de leurs droits sexuels et reproductifs, notamment par l'accès à la contraception et à l'IVG. L'eurodéputé Aymeric Chauprade dénonçait ainsi « un éloge de la culture de mort par le soutien qu'il apporte à l'avortement », présenté comme une « arme de destruction massive contre la démographie européenne ».

Et si Marine Le Pen affirme accepter le droit à l'avortement, les positions de son parti démontrent l'inverse, comme Marion Maréchal, qui déclarait vouloir supprimer les subventions au planning familial. Marine Le Pen, quant à elle, voulait imposer au planning familial « d'aider les femmes à poursuivre leur grossesse... »

De plus, lors de la constitutionnalisation de l'avortement le 4 mars

2024, seuls 46 des 88 membres du RN se sont prononcé-es en faveur de l'inscription pour la « liberté garantie des femmes de recourir à l'IVG ». Les déclarations de l'extrême droite, toujours à travers Marion Maréchal parlent d'elles-mêmes : « Notre pays est envahi, nos grands-mères violées par des OQTF, l'islamisme égorge dans nos rues, nos agriculteur-ices se suicident mais on va réunir le congrès lundi pour inscrire l'avortement, aucunement menacé, dans la constitution », et Edwige Diaz (RN) estime qu'il y a « d'autres urgences ». Les positions des eurodéputé-es RN sur l'inscription du droit à l'avortement dans la charte des droits fondamentaux de l'UE en avril 2024 reflètent leur frilosité sur le sujet. Quant à Jordan Bardella, il s'est abstenu et la grande majorité a voté contre. Déjà en 2020 et 2022, le RN était opposé à la condamnation de la Pologne, qui interdit l'avortement en dehors des incestes, viols ou de mise en danger directe de la santé de la mère.

## Des idéologies qui relèvent de la « culture du viol »

La « culture du viol » est un concept sociologique apparu aux États-Unis qui désigne un ensemble de comportements et d'attitudes qui minimisent, normalisent voire encouragent le viol (Judith Butler, philosophe et féministe américaine).

Le parti Reconquête, d'Éric Zemmour, créé en 2021 désigne les femmes et le féminisme comme l'ennemi. Réduites, par Zemmour, à la fonction reproductrice et d'objets sexuels, elles seraient à l'origine d'un « affaiblissement » du pays. Le masculinisme qu'il promeut, valorise les agressions sexuelles car étant « représentatives » des qualités viriles.

Le Rassemblement national, lui, poursuit une autre stratégie : il affiche un féminisme de façade, dans le seul but de promouvoir des politiques xénophobes et sécuritaires en amalgamant violences, immigration et islamisme, suspectant tout étranger d'en être la cause.

D'autres collectifs d'extrême droite participent à la remise en cause des avancées féministes, comme « Antigones » qui critique la marchandisation des corps, mais promeut des « méthodes naturelles » de régulation des naissances plutôt que la contraception, tout en combattant le concept de féminicide ; ou le groupe identitaire Némésis, qui se prétend féministe, mais attaque régulièrement les manifestations parisiennes en faveur des droits des femmes et contre les violences sexistes et sexuelles.

Hier comme aujourd'hui, les dimensions racistes, xénophobes et nationalistes s'articulent avec la dimension sexiste. Assumées par les responsables politiques, elles tentent de se diffuser dans la société.

À cela la CGT répond que les droits des femmes s'appuient sur des valeurs auxquelles on ne doit pas déroger, notamment celles de l'égalité et de la réciprocité des droits des femmes et des hommes.

## Inégalités salariales : l'extrême droite substitue aux résultats de la recherche un discours péremptoire

La réalité des écarts de salaire selon le genre est contestée par l'extrême droite : « loufoque » pour Éric Zemmour, qui considère que les « femmes sont libres » de choisir des métiers mieux payés et que « beaucoup de femmes choisissent du temps partiel pour élever leurs enfants, donc pourquoi les en empêcher ».

Il s'agit d'une rhétorique qui nie les réalités du système patriarcal, qui perdurent et neutralise ainsi les causes des inégalités. Pourtant, le Conseil d'analyse économique évalue en 2024 à 30 % les inégalités salariales. De nombreuses études pointent la dévalorisation des métiers féminisés, les temps partiel et temps non complets imposés...

Alors, les temps partiels seraient-ils vraiment un choix ? L'économiste et chercheuse Séverine Lemièrre confirme que « quand un enfant arrive dans une famille, c'est la mère qui va arrêter son activité ou la réduire ». Elle ajoute que de nombreux métiers très féminisés comme ceux de la grande distribution ou des services d'aide à la personne sont proposés uniquement à temps partiel, ne laissant aucun choix aux femmes. L'argumentaire de l'extrême droite s'inscrit donc bien dans des stéréotypes patriarcaux.

## Le vote des femmes pour l'extrême droite

Longtemps inférieur à celui des hommes, le vote féminin pour le RN s'est « normalisé » à compter de 2012. Lors des élections législatives de juillet 2024, les femmes représentaient la moitié des électeur-rices du RN et elles étaient même plus nombreuses que les hommes pour les élections européennes de juin 2024.

Ceci est lié aux stratégies de communication de Marine Le Pen, qui a su jouer sur son image de femme active et mère divorcée. Cela témoigne en creux de l'importance des aspirations à l'égalité, puisque Zemmour, avec sa ligne masculiniste et réactionnaire, a des intentions de vote venant des femmes nettement plus faibles. Aussi, cela doit nous amener à travailler l'égalité femmes-hommes dans la vie syndicale, professionnelle et dans la société si nous voulons que les salarié-es se détournent des extrêmes droites.

# Droits des femmes : Campagne contre l'extrême droite

## Le féminisme de lutte des classes de la CGT

L'extrême droite caricature le féminisme en le réduisant à une « lutte des sexes » et le taxe d'être « petit bourgeois » tout en occultant le rôle central du capital dans la désindustrialisation. Pourtant, l'accès des femmes aux concentrations ouvrières a été un moteur dans les luttes sociales. Mais la désindustrialisation s'est accompagnée d'un prolétariat précaire, très féminin, marqué par des temps partiels et des salaires en dessous du Smic, et une pénibilité peu prise en compte. L'égalité n'est absolument pas réalisée aujourd'hui et encore moins pour les femmes du monde ouvrier. Nous nous heurtons à des résistances puissantes d'hommes qui ne veulent rien céder de leur pouvoir. En témoigne cette vague masculiniste qui déferle en France comme dans le monde.

Le féminisme de classe de la CGT s'articule entre la lutte contre l'exploitation et celle contre les dominations. Nous articulons en effet, la lutte des classes et la lutte contre les discriminations sexistes et raciales. Nous portons un syndicalisme de lutte des classes au sens de Marx, qui ne mélange pas la classe et la catégorie sociale. En même temps, nous savons que la lutte des classes ne suffit pas à émanciper les femmes des rapports de domination, qui s'expriment différemment selon la catégorie sociale. Enfin, nous nous inscrivons en faux contre ce féminisme opportuniste de la classe dirigeante selon lequel il suffirait d'améliorer la situation de quelques femmes par le haut pour améliorer le sort de toutes.

### Les extrêmes droites sont à l'opposé des valeurs défendues par la CGT :

- Le droit des femmes à travailler et donc à être autonome dans leurs choix de vie ;
- L'égalité réelle femmes-hommes au travail, égalité salariale, égalité de carrière : garantir l'égalité salariale par de réelles sanctions pour les entreprises et administrations qui discriminent, la revalorisation des métiers à prédominance féminins, la fin des temps partiels de moins de 24 heures par semaine ;
- Le soutien à la parentalité : l'allongement des congés maternité et paternité, revalorisation du congé parental qui est un levier indispensable à un meilleur partage, l'élaboration d'un grand plan de création de places en crèches et des droits garantis par la loi à 10 jours pour enfants malades (sans jours de carence) pour tous les parents d'enfants de moins de 12 ans ;
- Un service public de l'aide à l'autonomie et de prise en charge de la petite enfance ;
- Des mesures effectives pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail et pour protéger les femmes victimes de violences ;
- Un accès libre et remboursé à la contraception et à l'IVG sur tout le territoire, la suppression de la double clause de conscience spécifique à l'IVG et l'allongement du délai d'IVG ;
- La mixité des filières de formation et des métiers ;
- La fin des stéréotypes de genre et du sexisme à l'école et dans les médias.

### LA CGT PROPOSE DES FORMATIONS SYNDICALES POUR :

- Combattre les idées d'extrême droite ;
- Combattre les violences sexistes et sexuelles au travail, dans la vie et à la CGT ;
- Agir pour l'égalité professionnelle entre les femmes et hommes ;
- Agir pour l'égalité sans distinction liée à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre
- Des fédérations organisent des formations plus spécifiques sur les pédagogies féministes ou la lutte contre les stéréotypes, réussir l'égalité dans la CGT...

### OUTILS ET STRATÉGIES DE LA CGT

La CGT met à disposition de nombreuses ressources sur un site dédié à l'égalité femmes-hommes :

<http://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/> pour gagner l'égalité et lutter contre le sexisme et les violences au travail :

- Sexisme, discriminations, maternité : connaître les droits des femmes au travail ;
- Chiffres, états des lieux, propositions : se tenir informé-e de l'actualité de l'égalité professionnelle ;
- Guides, accord type : agir pour gagner l'égalité professionnelle et mettre fin aux violences dans le privé comme dans le public ;
- Affiches, tracts, illustrations, vidéos : tous les outils pour se mobiliser, se former, s'informer et agir.

